

Présentation du contenu :

Plaidoyer sur le partage du marais entre Sauverny, Cessy, Tutegny et Mourex (s.d.).

Puis

Transport de 580 florins cédés par honorable Daniel Poncet, de Mourex, en faveur d'honorable Jean-Jacques Gerlier (1671)

Puis

Attribution du droit de communauté à Tutegny, en faveur de Jean-Pierre, fils de feu honorable Daniel Poncet, de Mourex, en échange de travaux à entreprendre à la fontaine publique et au cimetière (1672).

Puis

Adjudication d'une réserve du marais appartenant aux connunautes de Cessy, Tutegny, Sauverny et Mourex (1737).

Puis

Exception pour Jean-Pierre Paccu, André Paccu et Bouchet, laboureurs de Tutegny, défenseurs contre les habitants de Mourex, demandeurs, concernant le fauchage de la bache du marais (1748).

DDJ

Plaidoyer relatif au partage du marais
entre Souverny, Ceny, Tulegny et Nourex

(s.d.)

Double de plaid
Contre de faulx
Contre de de
Insigne

16153

Transport de 580 florins cédés par honorable Daniel Poncet, de
Mourex, en faveur d'honorable Jean-Jacques Gerlier (1671)

Transport de 580 Florins cédés ^{Libre} par Daniel Poncet,
de Mourex, en faveur d'Honorable Jean-Jacques Gerlier

1671

²
pour l'obligation de nicolas Bouchez lui tuz & son d'heur
de trois ^{ans} qui s'achèvent au 15^e April 1676

et d'heur pour l'obligation de Callu pour lui tuz & 1674 &
1675 & 64^{ff} 98^{ff} a son page a son page deux croilaz
pour lui tuz & son d'heur 33^{ff} 11^{ad}
Il en page 33^{ff}

plus Il en page and babilis deux croilaz & un f
solu pour lui tuz & son d'heur

plus son son 31^{ff} 3^{ff} pour lui tuz
et son que lui tuz son page jusqu' au 24^e Aoust
1679 & pour lui tuz de 1686 Il a son son & son
même a son

[illegible]

Le 20 sept 1689

101 Sept 20 30 may 1889
Lafayette Collas on page a francoise
Henoch Caesin de Jeanjany l'ancien

Transfert
M^r G^{on} Jean Jagneux
Cleric du B^{is} à la
Sainte Marie
G^{on}bl. Daniel Roux
de M^{ou}nges
du 24 d^{ou}st 1671.
p^{ou} 890 ff^{rs} 13 Cap^{it}al

N^o 150

Attribution du droit de communauté à Tutegny, en faveur de Jean-Pierre, fils de feu honorable Daniel Poncet, de Mourex, en échange de travaux à entreprendre à la fontaine publique et au cimetière (1672).

Attribution du droit de communauté à Tutegny
en faveur de Jean Pierre, fils de feu honorable
Daniel Poncet, de Mourex, en échange de
travaux à entreprendre à la fontaine publique
et au cimetière 1672

Lecc
an mil six C

En la ciudad de
Tortosa

El día de
San Juan
de la noche
de San Juan
de la noche

annul six Cente septante deux et le
dix huitiesme iour du mois d'april apres
midy par devant moy notaires Royal eschequier
Et par les tesmoins bas nommez de son
personne et de la Constittude honorable
Jean Jacques parat Syndic du Village de
Tutegny Me Jean Abrice Bortard Honble
François Anthoine parat, Jean Boulle
Nicolas parat, François Boulle, Danie
Boulle Et Danie parat tous Communes
et Habitans dudit Tutegny faisaient tant
a leurs noms que de autres Communes
dudit Lieu abstenir lesquels de leurs grés
a Jean Boulle pour lui et les leurs
hoirs et successeurs en a pour et
et au nombre de leurs Communes
honorable Jean Pierre fil de son Honble
Danie pour de Monseigneur Juy par et acceptant
pour lui et les siens hoirs et successeurs
quelconques Et c'est pour Jouir et user
a l'advenir de son droit de Communaulte
audit Tutegny tout ainsi et a la mesme
maniere qu'il estoit et Jouissoit lesdits
Communes Et c'est Moyennant que lesdits
pour et sera tenu de mettre et de faire
la fontaine publiques dudit Lieu savoir
Jusques faire Cures et faire la Couste
d'usage ainsi qu'elle estoit autrefois

faire mettre en Comesture de pierre
d'assez laq. longte Et procho laq. fontain
y faire mettre by bacheais soit d'uges de
bois due de berno & suffizante grandeur
pour Containir de l'eau pour le service
dudit village a l'usage Contient dudit laquelle
Eau sera Conduite par des bouevans
qui l'era de meisme mettre a des frais
a des pnia Et outre ce sera tenu de
leur fournir une place pour faire leur
Comesture Et sy faire de plus dans la
pierre de Chenevins qui pnt posseder humbert
Gautier & d'une Breille de sa femme par
des ydenan marquis de des hoirs de Jeanfran.
Nico q. sy by autre endroit le plus
Commodes auq. dont utegny pour faire
l'odie Comestures Et aux lieux ou il
d'auder d'ou d'arcor Et par ainsy comme
l'icq. Contain & satis fait dudit pour
l'icq. quict dudit droit de Communaulte
aut pact de ne l'icq. faire de demande &
maniere que ce soit Et a Condition d'autrisme
qui d'auy poudr sera tenu ainsy que faite
il prouva d'etre boy & fidelle Commune
prouva le l'icq. & aduantage de l'icq. Commune
Esuite soy d'innuages tant que faire
se pourra Et supporte les Charges comme
les autres Communes ou a l'icq. faire
apais de tous d'assez d'innuages &
sur Cartou ce que d'assez les parties

Leur Communauté qui ont promis par loy
à s'acquiescer de l'obéissance & de l'aide
pour agréable sans jamais y contredire
en manières que ce soit à l'obligation de
toute leurs biens & de ce qu'ils ont
Communautés qu'ils se constituent de leur
s'acquiescer de l'aide des autres & ont promis
à tous droits & moyennant la cession
faire & passer à eux d'une l'écriture d'icelle
notaires par m^r Jean François Du Gastel
de Dullet & d'icelle aux b^x & m^r
Daniel Ducroix de Gossauy & d'icelle
qui ont assigné avec l'icelle m^r Boiquard avec
l'icelle pour la minute & moyennant
sua nommée pour ne l'aider d'icelle. Et m^r
notaires qui ainsi l'ont vu & y font de
l'icelle & de l'icelle & de l'icelle & de l'icelle
requise pour l'icelle & de l'icelle & de l'icelle
ainsi & de l'icelle & de l'icelle & de l'icelle

Dubourg
notaire

Présentation du contenu :
Adjudication d'une réserve du marais (1739).

DDJ

Adjudication d'une réserve de marais
appartenant aux communes de Cergy
Toligny, Sauvigny et Noirex 1739

Extrait des registres du greffe
L'an 1739, et le 15^{me} mars par
à la Cour Subdélégée de Montségur
Antoine Lapiere, et Pierre



exercice de la communauté de Cessy,
Président principal habitant dudit
Ploujeux, tous deux Sindics du village de Sauverny, Jacques Elieue Courtt Sindic du village
de Mours, et Jean Pierre Sage un des principaux habitants dudit Mours, lesquels
tous ensemble et agissant tant pour eux que pour les autres habitants desdits quatre
villages nous ont remontré qu'en exécution des délibérations formées par eux de Sauverny
et de Cessy, les premiers pardevant int. Dulis No^{rs} le 12^{me} 1^{er} 1738, ces derniers pardevant
int. Girard aussi No^{rs} le même jour, et pour satisfaire à l'ordre rendu par Monsieur l'intendant
sur les req^{tes} à lui présentées par lesd^{ts} de Sauverny, et de Cessy le 5^{me} février dernier à laquelle lesd^{ts}
habitants de Tudegny et de Mours ont été obligés d'obéir et de se conformer à la teneur
d'icelle cefaisant et tous ensemble et d'un commun accord ont fait publier en amandiation
en conformité desd^{ts} délibérations le Canton qu'ils ont mis en réserve dans le Marais
de Tudegny, appartenant aux quatre villages susnommés suivant les limites
qu'ils en ont fait prendre depuis un poirier sauvage dépendant de la pieu du S^{me} Magard
en droite ligne jusqu'au chemin appelé le Corbet du côté du vent dudit Canton de Mours
qui aboutit aux possessions voisines, et apendant les deux Dimanches suivants et ce
jourdhui tant aux Sauverny, qu'aux Cessy et à Gistli à l'issue des Messes paroissiales desd^{ts}
lieux par lesd^{ts} Crieurs ord^{res}, et après plus^{rs} publications et différents mises et enclères qui
ont été faites sur lesd^{ts} Marais par plus^{rs} particuliers, il a été expédié du consentement des
habitants desd^{ts} quatre villages à Moins Bonnet, laht d'icel^{le} d'icel^{le} Mours, moineant la vente
de 90th par an, et en outre sous les conditions suivantes, Sçavoir;

Que le bail à ferme seroit passé pour neuf années entières et suivantes qui commencer-
roient ce jourdhui et finiroient à pareil jour lesd^{ts} neuf années expirées

Que le prix dudit bail seroit payé par l'adjud^{caire} aux Sindics en exercice de chaque année
desd^{ts} quatre villages à chacun un quint de la somme qui est 22th 10^s pour chaque village
payable à Noël de chaque année par les adjudicataires lequel sera tenu d'avance et payé
en diminution du susd^{it} prix auxd^{ts} Sindics tous les frais qu'il conviendra de faire pour
faire direcher le Marais, clore led^{it} Canton de réserve de fossés qui seront rendus int^{rs}
par l'adjud^{caire} à la fin de son bail, et ainsi qui séparera led^{it} Canton d'avec le reste du Marais
sera fait la présente année par lesd^{ts} Sindics.

Que led^{it} pré de réserve sera tenu clos d'un haie sèche par les adjudicataires.

Qu'aucuns particuliers, communiers desd^{ts} quatre villages ne pourra faucher dans le
Marais commun touchant led^{it} pré de réserve aucune herbe avant le 1^{er} de 7^{me} de
chaque année.

Qu'il sera permis aux Communiers de chacun des villages de mener paître leur bétail dans les pré de réserve exirés l'g^{te} & l'g^{te} aussi de chaque année, et que les frais d'entretien du bétail seront à la charge de l'adjug^{te} et comme l'adjug^{te} pour le pré de réserve a été indiquée pardevant nous à ce jourd'hui et que les Moires Ponet est ici présent les comparants nous ont requis de passer le bail aux Ponet moyennant les rente de 90^{te} sous les clauses et conditions ci-dessus rapportées de tout quoi ils nous ont requis acte ci-devant les Lapierrre, Olard, Ploujour, Sage et Court signé, non les autres pour ne savoir des enquis. Signé, Jean Pierre Sage, Olard, Ploujour, Court, et Lapierrre Indios.

Surquoi nous subdelegués susdits avons donné acte aux Indios et habitants ci-devant dénommés de leur comparution et réquisitions, et faisant droit avons adjugés et expédié de leur consentement aux Moires Ponet, ici présent le location de pré-mis en réserve dans le Marais dit de l'atiguel commun entre leurs villages, suivant que les conditions à été limitées et dont il est fait mention ci-devant pour neuf années entières et fractionnées qui commenceront ce jourd'hui et finiront à pareil jour des neuf années expirées, moyennant la rente annuelle de 90^{te} qui sera payable par les adjud^{tes} par quart aux Indios des quatre villages à Noël de chaque année qui est pour chacun 22^{te} 10^{te} et sera tenu les adjud^{tes} de leur avances et payer en diminution du susd^{ts} prix tout l'argent neufs faire pour faire les fossés dans les Marais et clôture de pré et le surplus de la rente sera employé par les Indios aux besoins les plus pressés de leur Communauté dont ils rendront compte chaque année à la manière accoutumée conformément à l'ord^{re} de Monsieur l'Intendant du 31^{er} février dernier promettant en outre toutes les parties de s'acquiescer et de se conformer aux clauses et conditions rapportées dans le comparant ci-devant chacun en ce qui les concerne, à peine de tous depens, dommages et intérêts à l'obligation de leurs biens et de la personne d'iceux adjud^{tes}, fait à Gex en notre hôtel en présence de Jean Pierre Courtot not^{re} charron, et de Jean Pierre Putour, Lapierrre tous deux dem^{rs} en cette ville, devant les Putour signé avec les Court, Ploujour, Sage, Olard, et Lapierrre et non les Moires Ponet, ni les Courtot, non plus que les Puvion, Jean Louis Court, et Jean Ouchet pour ne savoir des enquis. Signé Jean Pierre Putour, Court, Olard, Lapierrre, Jean Pierre Sage, Ploujour, sub^{rs} et jusqu'à par valant signé, jusqu'à.

Les Communiers Subdits du village de Mouren requis que Jean Pierre Court et Jean André Court soufrere & François Bouchet tous les Courcours d'iceux à l'act qui seroit assignés à comparoir dans la semaine à Gex pardevant le Lieutenant Civil au Palais de la Justice pour y répondre à la demande que les Indios de Mouren leur font par le bel & répondre à ce qu'ils d'iceux

Que tant ~~il y a~~ que les Communiers habitants des villages de Cressy, et
de Sauverni possèdent chacun un quart du Marais appelé de ^{le marais} Tulegné où
chaque Communier de ~~chaque~~ chacun des quatre villages a droit de faire paître son
bétail quoi que le Marais ait été partagé du temps jadis, sauf à chaque village
de se faire exécuter le part okz grand boy les ~~exécuter~~
Les Communiers des quatre villages aiant mis d'un commun accord un Canton
des Marais en réserve pour être baillé à ferme et la revenue d'icelui distribué par
quart à chacun des mêmes villages, il fut adjugé et baillé à ferme à la poursuite
des Syndics et de ~~quelques~~ ^{quelques} Communiers de chaque village par M^r le
Subdélégué de M^r l'Intendant de Dijon aux Esx le 15^e mars 1739, à fut
Moïse Bonet, l'un des Communiers de Moura, pour l'espace de neuf années
consecutives, commençant des le jour 15^e mars 1739, et qui devoient finir ainsi
quelles le sont des le 15^e mars dernier pour et moyennant le prix et redevance
annuel de 90^{tt} aiant été prescrit dans le bail, entre autres qu'il seroit planté
une haie morte à l'extrémité méridionale d'icel Canton pour le tenir fermé,
et qu'aucun Communier des quatre villages ni aucune autre personne ne
pourroit faucher ni enlever aucune herbe dans le surplus des Marais
avant le 1^{er} octobre de chaque année.

Cette dernière clause est d'edit même pour toute la durée de chaque
année par la raison qu'un ou plus^r Copropriétaires ne peuvent point cueiller
ni enlever les ~~fruits~~ d'un héritage à eux Commun et à d'autres Copropriétaires
sans le consentement de tous les Copropriétaires mêmes.

Il est vrai que ~~par le bail~~ chaque Communier des quatre villages a
droit de faire paître son bétail dans le Marais possédé par Communiers quoique
partagé, sans le consentement des autres, sauf à ~~leur~~ ^{leur} d'en user de même par ce que
ce Marais est destiné pour le pâturage des bestiaux des Communiers des quatre
villages, mais il ne s'ensuit pas que qu'aucun Communier d'aucun des
mêmes villages soit en droit d'y faucher ni enlever aucune herbe en aucun
temps sans le consentement des autres Communiers; Est cependant ce que les
Syndics ~~des quatre villages~~ ^{des quatre villages} de Cressy, de Moura, de Sauverni, ont fait en différentes reprises, même des le mois de
de mai dernier, le tout au préjudice tant des de Moura que des de Cressy
et de Sauverni, ce qui a été la cause que les de Moura, n'ont pu envoyer
leurs bestiaux paître dans les Marais, faute d'herbe, que par conséquent
leurs bestiaux en ont souffert et en souffriront pour ne pouvoir paître
ailleurs, d'où il résulte aux de Moura, des dommages et intérêts considérables.

C'est pour en avoir satisfaction et pour empêcher la continuation d'un

tel abus, que lesd^s de Mours, sont obligés de se pourvoir judiciairement, ainsi qu'ils
sont par ce libel et de conclure.

Et lequel desd^s Jean Pierre Roux, André Roca et François Douchet soient
condamnés solidairement aux dommages, et intérêts leurs resultant du loup
et enlevement par eux fait en plusieurs fois des derniers de mai dernier, dans lesl^s Mares,
suivant la rumeur et estimation qui en sera faite par les experts qui seront nommés
respectivement sinon d'office.

Que defences leur soient faites de recidiver sans le consentement par écrit desd^s
communiers de Mours, à peine d'être procédé extraordinairement. Contraine et de
tous dommages, intérêts et depens.

Et qu'ils soient aussi condamnés aux depens.

Sans prejudice delib^e haie plantée en 1739, qui a été enlevée et brisée auxd^s de
Mours, de rectifier et changer les conclusions ci-dessus. même d'en prendre
d'autres s'il y echeoit.

Lesd^s de Mours supposent que
ce libel

est mal fait à l'ecume

soient signés par que copie en soit baillée auxd^s Jean Pierre Roux,
André Roca et François Douchet à chacun séparément. afin qu'ils
n'y ignorent.

Or lesd^s delateurs que me Antoine Dubois, C. ne d'Al. de Gex
y sont appellez. Dullis C.

L'an Mille Sept Cent quarante huit le dixième jour de Septembre ^{après midi} je soussigné Jean Marie
Bonnet sergent royal au bailliage de Gex y dem^r. Certifie que lesd^s des communiers de Mours
qui l'ont signifié au bailliage ont été reçus par moi le dixième jour de Septembre
par moi signifié le libel en deuant le bailliage et l'ont offert à François Douchet lab^r dem^r
à Tulligny afin qu'il en ignore le la conformité du libel je l'ay assigné à comparoir dans la
quintaine au Gex pardevant M^r le Lieutenant civil au bailliage pour le auoir signifié
par lui à la fille d'y François Douchet. Trouvé en son domicile au bailliage ou je me suis
expressément transporté afin de desd^s distants d'une lieue le bailliage en l'ay signifié copie.

Mours C.

Extrait des registres du Greff de la Cour sub delegation de Gen
L'an mil sept cent trente neuf et le quinze mars par devant nous Joseph
Philibert Fabri avoué à la Cour sub delegue de M^{onsieur} l'intendant
au pays de Gex sont comparus Antoine Lapiere et Pierre André Reverchon
tous deux Indiens en exercice de la Cour de Cassi Jean Boulard Indien de Tutegni
et Jean-Louis Bacu principal habitant dud village, sieur Claude François Olard et Bertrand
Boujour tous deux Indiens du village de Sauvorny, Jacques Etienne Cour Indien du village
de Mource et Jean Pierre Sage un des principaux habitants dud Mource les quels tous
ensemblement et agissant tant pour eux que pour les autres habitants desd quatre villages nous ont
remontés qu'en execution des deliberations formées par eux de Sauvorny et de Cassi les premiers
par devant maître Dulus notaire le douze septembre mil sept cent trente huit les derniers
par devant maître Girard aussi notaire le dixième jour et pour satis faire à l'ordonnance
rendue par M^{onsieur} l'intendant sur la requête à lui présentée par lesd de Sauvorny et de
Cassi le trois février dernier à laquelle lesd habitants de Tutegni et de Mource ont été obligés d'obéir
et de se conformer à la teneur d'icelle, le fait par et tous ensemblement et d'un commun accord
ont fait publier en adjudication en conformité desd deliberations le canton qui s'en est mis en reserve
dans le marais de Tutegni appartenant aux quatre villages sus nommés situés dans les limites
qu'ils en ont fait à prendre depuis un point sauvage dépendant de la piece du sieur Megard
en droite ligne jusqu'au chemin appelé vi Corbel du côté du canton de
reserve qui aboutit aux possessions voisines et cependant lesd deux dimanche dernier
et le jourd'hui tant aud Sauvorny qu'aud Cassi et à Gilly à l'issue des memes paroisses
desd lieux par les lieux ordinaires et apres plusieurs publications et différentes mises et annonces
qui ont été faite sur led marais par plusieurs particuliers il a été capoté du consentement des
habitants desd quatre villages à Moire Contes les auteurs d'icelle aud Mource
moiegnant la rente de quatre vingt six livres par année et en outre sous les
conditions suivantes savoir:

Que led bail à ferme seroit passé pour neuf années entières et seculives qui
commenceroient le jourd'hui et finiroient à pareil jour lesd neuf années expirées
Que le prix dud bail seroit payé par led adjudicataire aux Indiens en exercice de
chaque années desd quatre villages à chacun un quart de led somme qui est de
deux livres dix sous pour chaque village payable à Noël de chaque année
par led adjudicataire lequel sera tenu d'avancer et payer en diminution d'a susd prix
aux Indiens tous les frais qu'il en conviendra de faire pour faire dessecher le marais
dans led canton de reserve de terres qui seront rendus netoies par led adjudicataire
à la fin de son bail et celui qui s'en va led canton avec le reste du marais en
taillie présente année par lesd Indiens
Que led pré de reserve sera tenu clos d'une haie faite par led adjudicataire

Quand les particuliers communiars des quatre villages ne pourra toucher dans le marais commun touchant ledit pré de réserve, aucune herbe de ant le premier de septembre de chaque année. quil sera permis aux communiars de chacun des villages de mener paître leur bétail dans ledit pré de réserve après le neuf d'octobre aussi de chaque année. et que les frais du présent bail seront à la charge de l'adjud. et l'ancien l'adjud. du pré de réserve a été indiquée pardevant nous à ce jour d'hui, et que les Meires Pont, est ici présent, lesd. communiars nous ont requis d'en passer le bail aux Ponts moyennant les rentes de 40^{tt} sous les clauses et conditions ci devant rapportées, de tout quoi ils nous ont requis acte, accient lesd. Lapiere, Olard, Ploijoux, Sage et Court signés non les autres pour ne savoir des requis. signé Jean Pierre Sage, Olard, Ploijoux, Court et Lapiere Sindics.

Sur quoi nous subdelegui susd. avons donné acte aux Sindics, et habitants d'avant d'encom. de leur compréhension et requisitions y faisant droit avons adjugé et expédié de leur consentement aux Meires Pont ici présent le location de pré mis en réserve dans le Marais dit de l'atignie commun entre leurs villages, suivant que led. location a été limitée et dont il est fait mention ci devant pour neuf années entières et fractions qui commenceront ce jour d'hui et finiront à pareil jour desd. neuf années expirées, moyennant la rente annuel de 40^{tt} qui sera payable par led. adjud. pour quant aux Sindics desd. quatre villages à l'at de chaque année qui est pour chacun 22^{tt} 10^{tt}, et sera tenue led. adjud. de leur avances et paier en diminution du susd. prix tout l'argent neufs paier pour faire les fossés dans led. Marais et clôture de pré et le surplus de lad. rente sera employé par lesd. Sindics aux besoins les plus pressantes de leur communauté dont ils rendront compte chaque année à la manière usitée, conformément à l'ord. de Monsiegr. L'intendant du 2^e février dernier promettant en outre toutes lesd. parties d'acquiescer et de se conformer aux clauses et

~~conditions rapportées d'icelle le concordant ci devant indiquée en ce qui les concerne à peine de tousd. dommages et intérêts à l'at de la personne susd. adjud. catade fait à~~
ce en notre hôtel en présence de Jean Pierre Pontons Maître Châron et de Jean Bouteux l'epi d'ave
tousd. deux demeurant en cette ville, avec lesd. Bouteux signés avec lesd. Court, Ploijoux, Sage, Olard et la
Pierre, et non led. Meire Pontons ni led. Pontons non plus que led. Reverchon, Jean Louis Baug
et Jean Bouteux pour ne savoir de la exigis signés Jean Pierre Bouteux, Court, Olard, Lapiere
Jean Pierre Sage, Ploijoux, Trabi et Hugue, par ce tout signé Hugue

Les communiars habitants du village de Moureaux, requireront que Jean Pierre Baug, André Baug
et François Voucheat tous trois labr. demr. du village de l'atignie soient assignés à leur paier dans
la huitaine à Gas pardevant M^{re} le Jugeau et Civil du Village d'icelle ville pour défendre à la
demande que lesd. de Moureaux leur font pour le libet, et répondre à ce qu'ils diront

Que tant eux que les communiars habitants d'atignie, et aux du village de l'atignie de même que
eux du village de l'atignie possèdent chacun un quart de l'atignie appelée le Marais de l'atignie
ou chaque communier de chacun des quatre villages a droit de faire paître son bétail

quoique le Maréchal ait été partagé du tiers jadis, sauf à chaque village d'en faire acquiescer le partage quand bon lui semblera.

Les Communiers des quatre villages aient mis d'un commun accord un Canton de Maréchal en réserve pour être baillé à ferme, et le revenu d'icelui distribué par quart et par égale portion à chacun des quatre mêmes villages, il fut adjugé et baillé à ferme à la poursuite des Juges et de quelques principaux Communiers de chaque village par M^{re} le Subdélégué de M^{re} l'Intendant de Dijon, aux C^{tes}, le 15^e mars 1789, à fut Moïse Bocat, l'un des de M^{re} Moux Communes plus offrant pour l'espace de neuf années consécutives, Communiers des villages et qui devoient finir ainsi qu'ils ont fait le 15^e mars, dernier, pour et moyennant la prise et revenu annuel 90^{fr}, étant été stipulé dans ledit bail entre autres choses qu'il seroit planté par les fermiers une haie morte à l'extrémité méridionale du Canton de Maréchal pour le tenir ferme et qu'aucun Communier des quatre villages, ni aucune autre personne ne pourroit faucher ni enlever aucune herbe dans le surplus du Maréchal, avant le 1^{er} 7^{bre} de chaque année.

Cette dernière clause est de droit même pour toute la durée de chaque année par la raison qu'un ou plusieurs Copropriétaires ne peuvent point cueillir ni enlever des fruits d'un héritage à eux commun et à d'autres Copropriétaires sans le consentement de tous les Copropriétaires mêmes.

Il est vrai que chaque Communier de chacun des quatre villages a droit de faire paître son bétail dans le Maréchal possédé en commun, quoique partagé, sans le consentement des autres sauf à eux si d'un côté de même, par ce que le Maréchal est destiné pour le pâturage des bestiaux des Communiers habitans des quatre villages, mais il ne s'ensuit pas de là qu'aucun des Communiers d'aucun des mêmes villages soit en droit de faucher ni enlever aucune herbe en aucun temps, sans le consentement des autres Communiers; c'est cependant ce que lesd^{ts} Bauc et les Bouchat ont fait en différentes reprises, même dès le mois de mai dernier, le tout au préjudice tant desd^{ts} de Moux que desd^{ts} de C^{te} et de Sauvonnay, ce qui a été la cause que lesd^{ts} de Moux, n'ont pu envoyer paître leurs bestiaux en le Maréchal faute d'herbe, que par conséquent leurs bestiaux ont été souffert et en souffriront pour ne pouvoir paître ailleurs d'où il résulte auxd^{ts} de Moux des dommages, et intérêts considérables.

C'est pour en avoir satisfaction, et pour empêcher la continuation d'un abus semblable que lesd^{ts} de Moux sont obligés d'apporter judiciairement, ainsi qu'ils font par un libel et de conclure.

Et ce que lesd^{ts} Jean Pierre Bauc, André Bauc, et François Bouchat soient condamnés solidairement aux dommages et intérêts leur résultans de la coupe et enlèvement de l'herbe par eux fait en différentes fois dès le mois de mai dernier dans le Maréchal suivant la mesure prise et estimation qui en sera faite par les experts qui seront nommés respectivement. Sinon d'office.

Que desd^{ts} leur soient faites de recidiver sans le consentement par écrit desd^{ts} de Moux à peine d'être procédé extraordinairement contre eux et de tous dommages, intérêts et dépens. Et qu'ils soient en outre condamnés aux dépens.

Sans préjudice d'aucune haie plantée en l'année 1789, qui a été enlevée, et sans auxd^{ts} de Moux, de rectifier et changer les conclusions ci-dessus, même d'en prendre d'autres s'il y a lieu. Lesd^{ts} de Moux, requerront que

Cest libel
 Et lez bail à ferme
 Sont signez et que copie en doit baillier auxes Jean Pierre Bacc, Claude Puce, et Francois
 Douchet, à chacun separiment. afin qu'ils des ignorent.
 Et ils declarent que m^r. Antoine Dulis, procureur aux Bailliages de Gex y deant.
 est le leur.

Dulis

Lan mille sept cens quarante huit le sixieme jour de Septembre apres midy je soussigne Jean
 Marc Bonnet Sergent royal au Bailliage de Gex y deant. Certiffie qua la ngt^e des Communiers & habitants
 de Mouvres qui chesent domicile aux Gex d'ans l'estude de m^r. Antoine Dulis B^r. aux Bailliages de leur
 Jaz signiffie le libel en deuant de le bail à ferme y pronie & offerte a Jean Pierre Baccus lab^r
 deant. a Tulegny afin q^t n'en ignore. En conformite du libel je lay assigne a comparoir dans
 la huitaine aux Gex pardevant M^r. le Lieutenant Civil aux Bailliages pour le aux fins
 du libel parlant aux Jean Pierre Baccus Trouve le son domicile aux
 Tulegny ouz mesme le present. Trans portez a Cherat des lez Gex d'istans d'un lieu le lay
 ay laisse la presente copie,

Bonnet

Dallier

Copie de libel maison

Puce

Jean Pierre Baccus

Cout

Les Communiers habitants
 de Tulegny

le 8. 3. 1748

Deux bailliages de Gex et Mouvres

10. 10
 18

signes pour le Maist

Copie pour Jean Pierre Baccus

pour Puce

Exception pour Jean-Pierre Paccu, André Paccu et Bouchet, laboureurs de Tutegnny, défenseurs contre les habitants de Mourex, demandeurs, concernant le fauchage de la bache du marais (1748).

Exception pour Jean-Pierre Paccu, André Paccu et Bouchet, laboureurs de Tutegnny, défenseurs contre les habitants de Mourex, demandeurs "Si les défenseurs sont allés faucher de la bache dans les marais commun et dans les lieux ou le bétail ne peut point mordre, ils ne l'ont fait qu'à l'imitation de ceux de Ceny et de Sauvrenny qui en ont enlevés de grosses quantités"

1748

il paroit que le partage s'y joint et suit en ce
ce que les habitants de Lüttich ont joint par la
conclusion ny personne pour eux

2 parceque nous n'avons pas le quart dans le dit
maient comme nous devrions avoir

3 le partage n'a jamais eut aucun effet puisque
les habitants de Sauerwy ont toujours joui de
petit maient qui est accordé par le partage aux
habitants de Mamer

4 parceque le partage n'est point fait relativement
à la transaction de 1500 s'y joint et que ceux
qui ont fait le partage n'en avoient aucune
connoissance et que les Communes de Lüttich
et Sauerwy étant lésés par le partage ne doivent
point être obligés de s'y tenir à moins que les
habitants de Mamer ne produisent un titre
postérieur à la transaction de 1500 qui leur
accorde le droit de propriété dans toute
l'étendue du Maient comme les autres Communes

155. y. l. 11

an mille sept cens quarante huit
devant moi sous: Antoine Dalius
Demeurant & les témoins -
Marc Poucet, laboureur dem.



Le 20^e jour de y. l. 11, après midi, par
Notaire royal au Naliage de Gen
les nommés est comparu Jean
à mourer & fin du dudit lieu

lequel a remontré aux Communi-
apris nommés ici assemblés, à sa convocation et au son d'une clochette
portée par le Village dudit Mourer, faute d'y avoir aucune cloche -
par laquelle le village est un hameau de Grilly, et cela à la manière
pratiquée de tout temps audit Mourer dans les cas d'assembler les
Communiens dudit lieu sur la place publique où ils tiennent leurs
assemblées, lesquels Communiens ici convoqués et assemblés sont Jacques
Etienne Court, Jean Pierre Sage, Etienne fut Jean Pierre Court François
Gentil, Jean Gaspard fut Jean Michel Poucet, Daniel Poucet,
Jean Pierre fut Moïse Poucet le cadet, Jean Louis fut Daniel
Daltasard Sage, Jean Louis fut Daniel Sage, Jean François Maître,
Pierre François Verchère Nicola Poucet, Jean Pierre fut Jean Louis
Poucet, Etienne fut Theodore Poucet & François fut Pierre François Poucet,
tous composant plus d'habitiers des Communiens dudit Mourer; ledit
Sindic leur a remontré, dit-on, qu'ayant formé une instance audit
Naliage à Jean Pierre Paen, André Paen & à François Poucet, tous
trois laboureurs demeurans à Lutegui par libel exploitée par Poucet,
Sergent royal audit Gen le sixième septembre Contrôle audit Gen le
pour les faire rendre aux Domaines & Intérêts -
résultats aux Communiens dudit Mourer de ce qu'ils ont fauché et cueilli des
le mois de mai d'annier et en différentes fois l'herbe du marais appelée le Marais de
Lutegui appartenant aux Communiens dudit Lutegui, à ceux d'adieu, à ceux de Lau-
verni et à ceux dudit Mourer chacun par quart et dont les Communiens de ces
quatre villages jouissent conjointement pour le pâturage de leurs bestiaux quoique
ledit Marais ait été partagé du temps jadis en quatre portions et pour faire faire dépenses

à l'eston Communiens de Titequi de recidiver, lequel s'estoit présentée et ont
opposé pour exception à cette demande du défaut de permission de Mgr. Bouteau
dant pour former & poursuivre lad. Instance sur une délibération des
Communiens dudit Mourez, et comme cette exception n'a été formée
qu'à dessein d'éloigner le jugement de ladite Instance, ledit Sindic
requiert qu'il soit délibéré par lesd. Communiens en assemblee, sur
la remontrance & a signé. Signé, Jean Marc Bouchet.

La matière mise en délibération entre lesdits Communiens
assemblés, et après lecture faite de ladite demande et desdites
exceptions et le tout examiné, lesd. Communiens agissant tant
pour eux que pour les autres absens et dont ils sont plus des deux
tiers en nombre ont unanimement délibéré, et résolu que ledit
Sindic et son successeur de chaque année poursuivront l'Instance
et le jugement de ladite Instance, et en formeront d'autres à
toutes les ^{autres} personnes qui se trouveront dans le cas desdits Pacu et
Bouchet, et le tout jusques à jugement et arrêts définitifs que ledit
Sindic fera consulter cette affaire et se pourvoira à Monsieur
Bouteau pour avoir permission de poursuivre ladite Instance, en
former d'autres contre les autres personnes qui se trouvent dans
le cas desdits Pacu & Bouchet et cela jusques à jugemens et arrêts
définitifs.

Donnant pouvoir audit Sindic et à chacun de sesdits successeurs de
faire et affirmer tous voyages et séjours nécessaires par tout où il
conviendra, les chargeant même de ce et de constituer & substituer
procureur en plaid les revoker et en constituer d'autres et généra-
lement faire tout ce que lesdits Communiens pourroient faire assen-
blés en corps de Communauté avec promesse de relever & garantir
et indemniser ledit Sindic et chacun de ses successeurs de toutes

charges & engagements à peine de tous dommages intérêts et dépens
& sous l'obligation et hypothèque générale de leurs biens Communaux
et autres qu'ils ont soumis à toutes Jurisdictions. Ces présentes faites lues
& passées audit moulin dans la maison de ~~dit~~ ^{dit} ~~seigneurs~~ ^{seigneurs} dudit ~~seigneurs~~
~~Pontet~~ ou les d^s Communaires et Indics se sont retirés avec moi
et les d^{ts} témoins pour rédiger par écrit et passer les présentes
en présence de Jacques Gautier dit Drapier charpentier et de Jean Denis
Gautier aussi charpentier tous deux demeurans audit Moulin qui ont
signé avec led^e Jean Marc Pontet, tuteur, led^e Jacques Etienne Court
led^e Jean Pierre Sage, François Gentil, Jean Gaspard Pontet
Daniel Pontet, Jean Pierre dit Moïse Pontet, Jean Louis et autres
Jean Louis Sage et François Pontet et non les autres Commu-
niers desd^{es} communes comparans pour ne savoir de ce enquis signés,
Jacques Etienne Court, Jean Marc Pontet, Sage, François Gentil, J. Pontet,
Daniel Pontet, Jean Pierre Pontet, Jean Louis Sage, J. Pontet,
Jean Louis Sage, J. Drapier, J. D. Gautier Drapier & D^s Indics.
Conté à Ex le 22^e jour 1748. Recu douse sols. Signé Roch. & par
première exp^e de l'aud^e chaudi^e en ces des^s successeurs signés
Duclos.

Les Communiers habitans de moulin, qui sont Jean. Jacob
exploite le dit moulin
Contre Jean Marie Sade, André Bann & François Bouchet, lab^s
d^{ts} de Futequi qui sont deffand
Requis ce que
Cede

Et ceci de délibération par eux formée pour les causes & fins
y contenues devant mesd^{es} Indics No^s rois en cette ville de Ex
le 20^e jour d'août de l'année 1748. Conté à cette ville le 23^e jour d'août
signé par lesd^{es} Indics en suite baillé aux d^{ts} Indics après qu'ils
en ont ignoré, et pour statuer sur une partie de leur exp^e et fins

Cz. 10

[illegible]

Luy & pour que y soit le sergent d'armes
 par lequel il est donné que le dit
 sire n'appréhende & n'a le droit de
 prendre aucune chose au lieu
 de l'indigence par le dit sire
 d'aucune sorte par son fils & d'aucune
 chose par son fils & d'aucune

~~Cher Monsieur~~ Monsieur
de la Roche-Beaucourt
par le moyen de Monsieur de la Roche-Beaucourt
je vous envoie par le port de la Rochelle
un exemplaire de la lettre
que j'ai écrite à Monsieur de la Roche-Beaucourt
le 10 de ce mois. Je vous prie de lui en
faire part. Je suis, Monsieur,
votre très humble & très fidèle
serviteur

J. B. de la Roche-Beaucourt

Copie

Pour Claude Perron

et

Le Duc de Berry

deffond
de Jean F. Harte Invo. j. n. curus au bailliage de St. Jean pour
Jean F. Harte, curus, curus, et François Douce Lab. a. t. l. g. y. deff
Contre les habitants communs de moures demand. par libel exploit
par le f. s. Pour le sixième septembre 1748.

Enregistré le neuvième septembre 1748. reçu pour l'enregistrement.
six sols huit deniers et pour le contrôle trois sols.

Balleidier
comis. g. p. e.

Guion



Dallings
presen pour

Jean piet et saun
u autr, deff

Coulo

Laan, demouure
deu

Snodg

Orall
Cyprien d'Amour
Pour
Jean Pierre d'Amour
et d'Amour de
Cout
Le d'Amour d'Amour
de



Prose

19^e fev. 1748.

Jean  Pierre Lacu, —
Andre Lacu, et francois
Douchet tous trois labouraurs —
Demeurants à Lutegny qui sont
deffendeurs.

Contre les communiers habitans —
du Village de mourea demandeurs.

Pour exceptions contre la demande
desdits demornez, disent par —
devant vous, Monsieur le —

Lieutenant General du Balliage —
de Gex, que les demandeurs ne —
doivent pas ignorer qu'il leurs —
est absolument deffendu d'intenter

aucune action ny commencer
aucun procès au nom de la
communauté sous quelque
prétexte que ce soit, sans en
avoir obtenu le consentement des
habitans dans une assemblée
Generale convoquée, et tenue dans
la forme prescrite par les
ordonnances, dont l'acte de
deliberation doit être confirmé
et autorisé d'une permission
par écrit de e Monseigneur
L'Intendant, conformément à

la déclaration du Roy du —
vingt  neuvieme octobre
mille sept cents trois, c'est —
pourquoy les demandeurs sont
interpellés de justifier de cette
déliberation, et permission de
plaider, faute de quoy faire
les deffendeurs poursuivront
leur renvoy d'instance avec —
depens contre les findies en —
exercice dudit moures —
personnellement.

Les deffendeurs sont d'autant
plus intercessés à se mettre

en règle qu'ils sont informés —
que ce procès leur a été —
susité à l'instigation d'un —
seul particulier dudit Mourea
pour satisfaire à la passion
qui l'anime contre les deffendeurs.
en particulier, ce qu'il n'est rien
moins que l'ouvrage de la —
communaute dudit Mourea.

Ce qui ne permet pas d'en douter,
c'est que si les deffendeurs —
sont allés faucher de la —
bache dans le marais commun

aux habitans de Cussy, de —
Sauverny, mourea, et Lutegny, —
et dans les lieux ou le bétail —
ne peut point mordre, ils ne
l'ont fait qu'à l'imitation —
de ceux de Cussy, et de —
Sauverny qui en ont enlevés —
des grosses quantités.

C'est que les deffendeurs se
reservent d'établir, et de —
leurs faire voir, qu'ils —
ne sont ny fondés, ny —
parties capables pour —

introduire un droit nouveau
totalement desaprouvé par les
autres communautés avec lesquelles
le marais en question est indivis
lorsque ledit demouré se
seront mis en règle ; c'est à
quoy les défendeurs persistent.

Pro d

Signifié copie à m^{re} Dulac S. r. ad. p. t. à son
clerc le dix-neuf septembre 1748. J. B. Delacour

Ballias

Exempt pour

Jean Pierre pour exautot
Coutu

Les Communiers de nouveau

10⁵
5
5
3. 10

1. 3 10

Progre